

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE -- DÉPARTEMENT DE SAONE-&-LOIRE

**Circonscription de CHAROLLES**

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## du 18 Novembre 1962

**Entente Démocratique et Sociale**

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

De nombreux amis du Charollais, mon pays, de tendances diverses, ont pensé que mes fonctions de **MAIRE** et celles que j'exerce au **CONSEIL D'ÉTAT,** dont le rôle essentiel est de défendre les libertés et les droits des citoyens et des collectivités contre les abus et l'arbitraire des Pouvoirs publics, ma longue expérience des questions économiques et sociales, me désignaient pour représenter efficacement mes compatriotes au Parlement.

Je me présente donc à vos suffrages, non comme le candidat d'un parti, mais comme le représentant de tous ceux qui souhaitent un LARGE RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE.

Il existe dans le Pays un grave mécontentement sociale que traduisent les grèves et les mouvements paysans : c'est un signe certain que la politique économique actuelle a aggravé encore l'inégalité d'une répartition des revenus déjà injuste et a fait monter dangereusement le prix de la vie. Déçu, le Pays semble indifférent : la vérité est qu'il est inquiet en face d'un avenir incertain.

Les contacts que j'ai pris avec les ÉLUS LOCAUX, avec les représentants des GROUPEMENTS PROFESSIONNELS, des ASSOCIATIONS FAMILIALES, avec les dirigeants des ORGANISATIONS AGRICOLES, avec les responsables des SYNDICATS OUVRIERS, m'ont permis de constater, en particulier chez les JEUNES, une volonté de réformes profondes destinées à apporter à tous une amélioration de leurs conditions d'existence, plus de bien-être et de les rassurer sur leur avenir et sur celui de leurs enfants.

Le représentant de notre Arrondissement, à la fois agricole et industriel, a le devoir de défendre à la tribune de l'Assemblée, aux grandes conférences internationales du Marché Commun, de l'Europe, dans les congrès, dans la presse, tous ceux qui ont fait confiance à sa compétence et à son dévouement.

**LA PAYSANNERIE** bouge. L'accroissement de la production ne profite pas à l'agriculture. Il n'est pas juste que les Agriculteurs qui représentent le 1/4 de la population ne reçoivent que le 1/6 du revenu national.

La vérité est que de fortes pressions pèsent sur les prix agricoles au profit de la spéculation ou par peur de légitimes revendications sociales. Celà doit changer : les agriculteurs doivent être des citoyens à part entière.

**Les CLASSES MOYENNES** (COMMERÇANTS, INDUSTRIELS, ARTISANS, CADRES) indispensables à l'équilibre social de la Nation, savent les dangers qui les menacent. Une fiscalité trop lourde et mal répartie les accable. Les PETITES et MOYENNES ENTREPRISES doivent être mises en état de faire face à l'évolution économique du monde moderne.

**Les SALARIÉS, les OUVRIERS,** n'ont pas la place qui leur revient dans la Nation. Je suis un partisan déterminé de la promotion du SYNDICALISME OUVRIER : la CLASSE OUVRIÈRE doit concourir à l'élaboration de la politique économique et sociale du pays. Dans une vraie DÉMOCRATIE, elle doit avoir le droit et les moyens de faire entendre sa voix.

C'est la spéculation, ce sont les puissants groupes financiers qui ont été les grands bénéficiaires de la politique économique actuelle.

Si le pays ne veut plus de la IVe République, qui est restée dans les esprits, malgré certaines réalisations, l'image même de l'instabilité et de l'impuissance, s'il ne veut plus du parlementarisme tel qu'il l'a connu, il ne veut pas davantage d'un pouvoir personnel omnipotent et incontrôlable.

Aux pouvoirs de l'Exécutif, il faut un contre-poids : c'est le rôle bien compris des Assemblées Parlementaires qui représentent la volonté nationale. Alors seulement, en Démocratie, seront sauvegardées les libertés des citoyens.

Enfin je veux vous dire une de mes plus grandes, de mes plus chères préoccupations : c'est le maintien de la **PAIX.**

L'alerte de Cuba a permis à tous de prendre conscience du terrible danger qui nous menace. Il n'est pas possible que des sommes fabuleuses soient dépensées dans le monde entier pour la fabrication des armes de guerre, que plus de la moitié des budgets des Nations soit consacrée à des œuvres de destruction.

Les peuples doivent exiger le **DÉSARMEMENT GÉNÉRAL.** La véritable grandeur d'un pays n'est pas de posséder la bombe atomique. Le coût de notre force de frappe permettrait de tripler la retraite des VIEUX.

La réduction progressive des dépenses militaires permettra de bâtir des logements, des hôpitaux, de hâter l'aménagement sportif, de diminuer les charges fiscales, d'équiper, de moderniser le Pays, et, par la construction **d'Écoles,** d'assurer enfin à tous les JEUNES l'égal accès aux études.

Démagogie ? Utopie ? non, ce sera la réalité de demain, si tous les hommes de bonne volonté le veulent avec passion.

Si j'ai l'honneur d'être votre élu, je prendrai avec vous tous, avec les MUNICIPALITÉS, les contacts les plus nombreux, établissant des permanences régulières, recueillant de chacun ses suggestions, ses avis, ses doléances, essayant de mon mieux, bien placé comme je le suis, d'aider SANS DISTINCTION DE CLASSE NI D'OPINION, tous ceux et toutes celles qu'assaillent journellement les difficultés de la vie.

**Si vous voulez que soient sauvegardées vos libertés, si vous voulez une plus juste répartition des revenus, alors vous voterez pour l'édification d'une République moderne, jeune, adaptée à notre époque : c'est l'avenir de la France.**

# Paul DURAFFOUR

Maître des Requêtes au Conseil d'État
Maire d'Anzy-le-Duc
Légion d'honneur — Croix de Guerre 1939 - 1945

*Remplaçant éventuel :*

**Louis QUÉROY**
**Conseiller Général**
**Maire de DIGOIN**

Imp. Bérard - Marcigny